

Se porter caution

Dans un dossier de crédit, il est fréquent que la banque demande à l'emprunteur une garantie : hypothèque, nantissement... ou encore cautionnement*. La caution est la personne qui s'engage à rembourser les sommes dues à la banque si l'emprunteur n'y parvient pas lui-même. Se porter caution est donc un acte fort d'aide et de générosité. Voici quelques explications utiles pour vous permettre de vous engager en connaissance de cause.

1. Qui peut se porter caution ?

Pour signer un contrat de cautionnement et donc éventuellement engager votre patrimoine, vous devez avoir la capacité juridique, c'est-à-dire le droit de disposer de vos biens et de votre argent. Un mineur, sauf s'il est émancipé, ne peut donc pas devenir caution. Il existe presque toujours un fort lien d'attachement et d'affection entre la caution et la personne cautionnée. Souvent, les parents se portent ainsi cautions pour leurs enfants, dans le cadre d'un crédit étudiant par exemple. Le fait de présenter une caution à la banque peut faciliter l'obtention du prêt pour des personnes qui, sans cette garantie, n'auraient pas eu accès au crédit.

2. Un époux peut-il se porter seul caution ?

Si vous êtes marié, vous pouvez seul engager vos biens propres (par exemple ceux reçus en héritage) et vos revenus, et ce quel que soit votre régime matrimonial. Sous un régime de communauté, vous ne pourrez engager les biens communs du couple qu'avec le consentement exprès de votre conjoint. Dans ce cas, les biens propres de votre conjoint ne seront pas engagés. Par conséquent, tout le patrimoine du couple ne peut être engagé que si le cautionnement est consenti par les deux époux, tant pour leurs biens communs que pour leurs biens propres respectifs.

3. Quelles sont les conditions de validité du contrat ?

Si vous vous portez caution, vous recevrez un exemplaire de l'offre préalable de crédit s'il y a lieu et bénéficierez du même délai de réflexion que l'emprunteur. Le consentement ne se présume pas, il doit être exprès, c'est-à-dire que le contrat doit être signé par vous. De plus, la signature doit obligatoirement être précédée d'une mention manuscrite précise dont le contenu est défini par la loi. Elle a pour but de vous faire prendre conscience de votre engagement.

4. A quoi vous engagez-vous ?

Vous vous engagez à payer à la place de l'emprunteur, c'est-à-dire à payer le montant du crédit ou une partie, les intérêts et, le cas échéant, les pénalités et les intérêts de retard, les frais et accessoires. Vous devez donc veiller à ce que votre situation financière vous permette effectivement de rembourser à la place de l'emprunteur. Autrement dit, votre engagement de caution doit être proportionné à votre patrimoine et à vos revenus. Avant de vous engager, lisez bien le contrat.

5. Quand la banque peut-elle vous demander de payer ?

Il existe deux types de cautionnement : simple et solidaire. Si vous êtes caution simple, la banque doit d'abord se retourner vers l'emprunteur, et seulement en cas d'insuccès vers vous. Si vous êtes caution solidaire, la banque vous demandera de rembourser dès qu'il sera constaté que l'emprunteur n'assure plus ses engagements. Dans la pratique, c'est généralement ce second type de cautionnement qui est demandé par les banques.

6. Pendant combien de temps est-ce que vous vous engagez ?

Le cautionnement peut être pris pour une durée indéterminée ou déterminée. En général, il est pris pour la durée du crédit lui-même, mais il peut être pris pour une durée supérieure de quelques semaines ou de quelques mois. La durée est précisée dans le contrat. Dès lors que l'emprunteur que vous cautionnez a remboursé tout son crédit, vous cessez d'être engagé envers la banque.

7. Êtes-vous tenu informé des remboursements effectués par l'emprunteur et de sa situation financière ?

La banque vous informe, au plus tard avant le 31 mars de chaque année, de ce qui a été payé et de ce qui restait à payer au 31 décembre précédent, donc du montant que vous pouvez encore être amené à payer. Si le cautionnement a été pris pour une durée déterminée, la banque vous rappelle également la date à laquelle votre engagement de caution prendra fin. S'il a été pris pour une durée indéterminée, elle vous rappelle la faculté de révocation à tout moment et les conditions dans lesquelles celle-ci est exercée (Article L341-6 du Code de la consommation).

Si l'emprunteur ne paie pas une mensualité, la banque est alors susceptible d'avoir recours à

vous pour se faire payer. Elle doit d'ailleurs vous informer de tout incident de paiement caractérisé (par exemple deux mensualités consécutives impayées) susceptible d'entraîner l'inscription de l'emprunteur au FICP - fichier des incidents de remboursement de crédit (Article L313-9 du Code de la consommation).

Si la situation de l'emprunteur se dégrade, notamment s'il se retrouve surendetté, la Commission de surendettement, saisie du dossier, doit également vous en informer. En revanche, les mesures qu'elle pourrait prendre en faveur de l'emprunteur ne vous bénéficieraient pas, sauf à établir que vous êtes vous-même surendetté du fait de l'appel en paiement.

8. Est-ce que vous pouvez récupérer l'argent auprès de l'emprunteur ?

Si vous remboursez le crédit, vous payez à la place de l'emprunteur ; cependant, le cautionnement n'est pas une donation. Vous pourrez donc

ensuite vous retourner contre lui pour obtenir le remboursement de ce que vous aurez payé.

9. Quand prend fin votre engagement de caution ?

En principe, votre engagement de caution prend fin soit à la date prévue dans l'acte de caution, soit au remboursement total de la dette par l'emprunteur.

10. Que se passe-t-il si vous décédez ?

Si le contrat ne précise rien, votre engagement de caution fera en principe partie de votre succession, notamment pour les dettes cautionnées nées au jour du décès... Ce n'est que si le contrat l'a prévu ainsi que votre engagement de caution prendra fin à votre décès. Pour cette raison, la banque peut souhaiter que vous souscriviez une assurance décès.

Déjà parus dans cette collection :

- | | | | |
|---------|---|---|---------|
| • n° 1 | Assurance emprunteur Convention Belorgey (épuisé) | Redécouvrez le crédit à la consommation | • n° 13 |
| • n° 2 | Le Taux Effectif Global (TEG) | Le droit au compte | • n° 14 |
| • n° 3 | Réglez un litige avec votre banque | La protection de vos données personnelles | • n° 15 |
| • n° 4 | Banque en ligne : guide des bonnes pratiques (épuisé) | Bien utiliser votre carte | • n° 16 |
| • n° 5 | La convention de compte | Le FICP | • n° 17 |
| • n° 6 | Quelle garantie pour vos dépôts ? | Le compte joint | • n° 18 |
| • n° 7 | Comment régler vos dépenses à l'étranger ? | Se porter caution | • n° 19 |
| • n° 8 | Maîtriser son taux d'endettement | Epargne éthique et Epargne solidaire | • n° 20 |
| • n° 9 | Bien utiliser le chèque | Vivre sans chéquier | • n° 21 |
| • n° 10 | Changer de banque (épuisé) | Le surendettement | • n° 22 |
| • n° 11 | N'émettez pas de chèque sans provision | Prélèvement et autres moyens de paiement répétitifs | • n° 23 |
| • n° 12 | L'accès au crédit malgré un problème de santé - Convention Belorgey | Bien choisir son produit d'épargne | • n° 24 |



FEDERATION
BANCAIRE
FRANCAISE

"Tous droits réservés. La reproduction totale ou partielle des textes de cette brochure est soumise à l'autorisation préalable de la Fédération Bancaire Française."

Éditeur : FBF - 18 rue La Fayette 75009 Paris - Association Loi 1901

Représentant légal : Ariane Obolensky • Directeur de la publication : Ariane Obolensky - Directeur délégué de la publication : Valérie Ohannessian • Rédacteur en chef : Philippe Caplet • Imprimeur : Concept graphique, ZI Delaunay Belleville - 9 rue de la Poterie - 93207 Saint-Denis • Dépôt légal : octobre 2005 • ISSN en cours